

POUR DES TARIFS MUNICIPAUX DE SERVICES PUBLICS PLUS JUSTES

Jérôme Bornet, conseiller municipal groupe « Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes »

Avec les beaux jours s'ouvre, en conseil municipal, la saison des augmentations tarifaires des services publics municipaux pour la prochaine rentrée scolaire et pour la prochaine année civile. Comme régulièrement, notre groupe s'oppose à la méthode aveugle de la majorité municipale depuis plus de 20 ans de ces augmentations, réalisées sans discernement et avec la seule boussole budgétaire.

Oui il est nécessaire de tenir la barre budgétaire, de la bonne gestion et éviter l'endettement excessif. Jamais nous n'avons nié ces principes, qui plus est en période d'inflation où les coûts pour la ville augmentent. Le retour de l'inflation est une réalité pour les finances publiques, et il est dans ce contexte regrettable que les communes ne soient pas davantage soutenues par l'Etat et n'aient pas les réels moyens de leur action.

Néanmoins, cette inflation pèse d'abord sur les habitants, au quotidien, pour se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer, sans même parler des loisirs. Ainsi à la boussole budgétaire, pour ce qui nous concerne, nous ajoutons toujours une autre aiguille, d'autres principes : la solidarité et la préservation du pouvoir d'achat.

Or, cette année encore, les augmentations pour le périscolaire, pour les cantines, pour tous les services municipaux en réalité, sont votées par la majorité municipale de manière uniforme : la même augmentation pour toutes et tous et pour tous les services sans prendre en compte de principes sociaux, de la réalité de la vie des habitants, tout simplement.

Nous défendons et continuerons de défendre une autre vision : différencier les augmentations selon les échelles de tarifs pour renforcer la solidarité dans une période d'inflation ; différencier les augmentations selon le type de service et selon l'inflation réel de leurs coûts pour la ville. Cette méthode n'est pas difficile à mener. Elle nécessite un peu d'analyse mais surtout une volonté de placer la vision humaine du lien avec les usagers des services publics au moins au même niveau que la vision financière du coût des services publics.

Finalement, ce serait le signe d'une vraie bonne gestion, non seulement budgétaire, mais aussi juste socialement.

Pour nous contacter : rcge.orleans@gmail.com